

Nouvelles solidarités, NOUVELLE SOCIÉTÉ

Les formes institutionnelles de solidarité continuent de s'étendre. Pourtant l'exclusion s'aggrave. Pour y répondre, de nouvelles formes de solidarité se mettent en place : entreprises d'insertion, commerce équitable, mobilisation médiatique en faveur des sans-abri, logement intergénérationnel...

La session 2009 explorera quelques pistes de réflexion : découvrir de nouvelles formes d'exclusion ; mesurer combien l'exclusion s'explique par la vision qu'une société se donne d'elle-même ; penser et agir avec ceux qui sont en situation de précarité ; se fonder sur l'apport révolutionnaire du message chrétien qui fait justement de la pauvreté et du manque le ressort d'un lien de fraternité.

Dans cette démarche, il s'agira d'être attentifs à ces formes de solidarité qui ne sont pas de simples réponses à des problèmes précis mais annonciatrices d'un projet de société.

Pour préparer cette 84^{ème} session des Semaines Sociales de France, le groupe des Semaines Sociales d'Alsace du CEAS, a réuni un «Forum civique» dans le cadre des Conférences du FEC (Foyer de l'Étudiant Catholique). Pour être au plus près des forces vives de la région et des questions que nous nous posons tous dans une période de profondes mutations, le CEAS d'Alsace réunit périodiquement un tel forum. L'objectif est d'inviter à l'échange des idées et des propositions, les représentants du monde politique, économique, social, syndical, associatif, religieux, culturel, européen... pour exprimer librement leurs positions et en débattre dans le respect des opinions de chacun, selon l'éthique de tolérance dont le CEAS se porte garant.

La 9^{ème} session du « Forum Civique » du CEAS d'Alsace, a réuni le 12 octobre 2009 comme intervenante principale :

● **Catherine Delcroix**, professeure des universités (Centre d'études et de recherches sur l'intervention sociale – CERIS de l'Université de Strasbourg)

Et à ses côtés trois grands témoins pour trois grands thèmes se sont exprimés :

● **flux migratoires :**

Pierre Greib, Président du CLAPEST

● **logement :**

Claude Marchal,
Président d'Habitat et Humanisme

● **crédit solidaire :**

Gérard Bitsch,
Membre de la SIDI, filiale du CCFD

Nous remercions le FEC qui a bien voulu accueillir cette soirée et nos intervenants pour la qualité de leurs propos qu'il est possible de lire pour en approfondir la richesse.

Centre d'Étude et d'Action Sociales d'Alsace
5 rue Saint Léon – 67082 Strasbourg Cedex
+33 3 88 22 76 49 – ceas.alsace@free.fr
www.ceas-alsace.fr

LES FLUX MIGRATOIRES et les nouvelles solidarités

Pierre Greib,
Président du CLAPEST

1 - Les migrations : une donnée structurelle de la société française

Depuis le milieu du 19^{ème} siècle et notamment du fait d'une transition démographique précoce, la France a accueilli de nombreuses vagues de travailleurs migrants venus participer aux grandes phases de l'industrialisation, des reconstructions et de l'équipement en grandes infrastructures. Migrations de travail progressivement devenues établissement durable et donc migration de peuplement de fait, par regroupement familial ou « mariage mixtes ». Gérard Noiriel dans son grand livre, *Le creuset français et ses écrits postérieurs* clairement décrit le phénomène. Dominique Schnapper dans *La France de l'intégration* a magistralement décrit ce que l'on appelle couramment aujourd'hui le modèle français d'intégration avec ses moteurs que sont (étaient) le travail, l'école, l'Église, le service militaire, le mouvement ouvrier (parti communiste, syndicats et associations) Plus récemment François Heran, directeur de l'INED dans son livre *Le temps des immigrés* parle à propos du phénomène migratoire sur le long terme d'une infusion durable qu'il oppose à l'intrusion massive que certains évoquent pour manipuler l'opinion. Le paradoxe aujourd'hui, toujours d'après ce dernier auteur est que la France, du fait entre autre d'un indice de fécondité proche de 2 est actuellement le pays d'Europe dont la croissance démographique est le moins fortement déterminée par les migrations actuelles.

Le résultat de cette évolution est une société complexe, métissée, vieillissante, et l'enjeu est de la voir s'affirmer comme pluri- multi- ou interculturelle, enjeu notamment en terme de solidarité.

2 - Mais une société qui a du mal à reconnaître cette réalité

Examinons les chiffres proposés par le Ministère de l'immigration, de l'intégration, de l'identité nationale et du développement solidaire :

- 104 827 titres de long séjour délivrés entre le 1er janvier et le 31 juillet 2009
- 180 000 étrangers (hors Union européenne) accueillis légalement par an pour des séjours de plus de trois mois
- 17 350 éloignements d'étrangers en situation irrégulière entre le 1er janvier et le 31 juillet 2009
- 18 658 demandes d'asile enregistrées au cours de la même période (5 129 statuts de réfugié accordés)
- 64 744 naturalisations effectuées sur les 7 premiers mois de l'année.

Parmi ces chiffres donnés au cours d'une conférence de presse en septembre 2009, seul a été retenu par la presse le chiffre des éloignements, dans le contexte de l'évacuation de la « jungle » de Calais. La presse a notamment titré : Mr. Besson est satisfait du chiffre des reconduites à la frontières ! Mauvaise volonté de la presse ? Pas sûr :

Il y a deux ans une importante réunion, les Assises régionales de l'intégration s'est tenue à Sélestat rassemblant plus de 300 acteurs des politiques d'intégration dans la région : agents de l'État et des collectivités territoriales, élus et représentants bénévoles et salariés de nombreuses associations. Aucune mention n'en a été faite dans la presse parce que la préfecture avait bloqué toute forme de communication externe !

Plus récemment un colloque international sous l'égide du ministère «Migrations et intégration : les nouveaux défis de la mondialisation» s'est tenu à Paris en toute confidentialité, aucun des grands journaux nationaux n'en a rendu compte.

L'intégration et l'accueil seraient-ils une action clandestine du gouvernement ? La communication et le discours sur l'étranger sont presque complètement focalisés sur la maîtrise des flux migratoires et la reconduite à la frontière des sans papiers. Et cela stigmatise une partie importante de la population de ce pays sur laquelle le premier regard porté est celui du soupçon du séjour irrégulier... bonjour l'intégration !!!

Le regard sur l'étranger reste également marqué par le passé colonial et les discriminations sont au cœur de la problématique sociale aujourd'hui, à tous les niveaux comme le rappelle le courageux article autobiographique récent de Mustapha Kessous, journaliste au «Monde».

Discrimination mais aussi menace de ghettoïsation de notre société, phénomènes accentués par la crise économique et la persistance du chômage : la panne de l'ascenseur social tend au repli sur soi, au chacun pour soi à une forme d'individualisme où le voisin est le rival potentiel. C'est Yazid Sabeg, Commissaire à la diversité et à l'égalité des chances qui déclarait en janvier dernier : «Aujourd'hui on est entrain de creuser un sillon qui nous conduit tout droit à l'apartheid : territorial, dans les têtes, social».

3 - Et la solidarité dans ce contexte ?

Parmi les définitions de la solidarité que j'ai trouvées en préparant cette intervention, une idée s'est imposée, celle d'une attitude qui permet de garantir l'existence et la pérennité du groupe. A quel niveau ? Je propose d'introduire la notion de solidarités silencieuses.

La première s'exerce au niveau de la famille, solidarité appelée aussi parfois naturelle et qui continue à s'exercer de façon large dans toutes les catégories sociales, avec une mention supplémentaire car dans les familles étrangères une solidarité active avec les pays d'origine assure globalement pour certains pays un apport de fonds plus important que l'aide publique au développement.

Au niveau ensuite de la communauté, ethnique et ou religieuse : cette communauté est-elle un lieu de repli ou de solidarité ? Les deux certainement mais les phénomènes de discrimination et de relégation sociale encouragent ce type de repli pour faire face entre semblables à la dureté voire à l'hostilité du milieu. A ce sujet je voudrais préciser que le conseil consultatif des étrangers de Strasbourg auquel j'ai participé entre 1992 et 2001 n'était pas un lieu de repli communautaire comme on lui en a fait injustement le procès mais bien un lieu de décloisonnement et un vecteur fort d'intégration par la démocratie participative. Sa nouvelle configuration devrait jouer le même rôle à l'avenir.



La sécurité sociale, forme institutionnelle de la solidarité au niveau national, permet à l'individu de se libérer de la tutelle de la communauté, son maintien reste essentiel si l'on veut garder comme horizon un modèle français d'intégration et de vivre ensemble.

Enfin au niveau international des solidarités s'affichent face aux phénomènes liés à l'environnement et au développement. Il est cependant très réducteur de lier les politiques de développement solidaires presque exclusivement au contrôle des flux migratoires, ce qui est une tendance affirmée du gouvernement actuel et de l'Union européenne.

Les nouvelles formes de solidarité plus bruyantes se manifestent aujourd'hui dans le domaine de la défense des droits des personnes étrangères avec des associations comme la CIMADE, le GISTI, Amnesty, l'ACAT et des mouvements comme le réseau RESF. Beaucoup d'énergie donc pour assurer une protection effective du droit d'asile, du droit de vivre en famille, avec au niveau international une nécessité d'assurer cette solidarité également dans les pays voisins sollicités dans le cadre de la politique européenne pour réguler les flux migratoires en échange d'une aide au développement accrue. Toute cette énergie généreuse pourrait être employée à des objectifs plus féconds de vivre ensemble.

Le regard sur l'étranger doit changer : il est trop souvent présenté comme un assisté ou un demandeur d'assistance. Et si on le considérait comme un sujet qui a été capable de décider un jour de quitter sa condition pour chercher une vie meilleure : ceux qui les rencontrent soulignent la formidable énergie qui les anime pour tenter d'atteindre ce but. Non pas des assistés mais des acteurs d'un projet de vie meilleure ! Tous ceux qui ont construit des murs ont fini par perdre la partie, il faut des ponts, pas des murs.



UN LOGEMENT pour bâtir un avenir

Depuis 25 ans, l'association Habitat et Humanisme agit en faveur du logement et de l'insertion des personnes en difficulté.

Claude Marchal,
Président Alsace d'Habitat et Humanisme

Bientôt 25 ans déjà que Bernard Devert, professionnel de l'immobilier devenu prêtre, a fondé sur Lyon le mouvement Habitat et Humanisme qui, au fil des années, a pris une dimension nationale avec aujourd'hui à son actif 49 associations locales et régionales dont l'Alsace.

Que de chemin parcouru en un quart de siècle mais aussi combien de combats menés dans la discrétion, voire dans l'indifférence, contre le mal logement et pourtant année après année les chiffres de ce mal logement sont toujours du même ordre de grandeur. Autour de 100 000 personnes sont sans domicile fixe, près de 500 000 sont privées de domicile personnel, plus de 2 millions vivent dans des conditions de logements très difficiles... Ces dernières années de louables efforts ont été faits dans ce domaine avec près de 3 500 000 logements mis en chantier entre 1998 et 2007. Plus de 1 500 000 logements ont été livrés sous conditions de ressources entre 2000 et 2008. Le parc HLM est passé de 3 900 000 logements en 1998 à 4 250 000 fin 2007. Chaque année entre 410 000 et 500 000 logements locatifs sociaux ont été attribués et environ 1 million de logements privés ont été améliorés avec les aides de l'ANAH dont 220 000 avec un loyer modéré. Les dépenses de la collectivité en faveur du logement sont passées de 29,3 Milliards d'€ en 2000 à près de 35 Milliards d'€ en 2008...

Quels que soient les efforts de la collectivité, semble-t-il, la situation du mal logement perdure et une frange de la population reste en marge du bénéfice des politiques publiques soi disant en leur faveur ? En quoi cette politique a-t-elle échoué en admettant comme une fatalité que nos concitoyens les plus fragiles n'aient plus l'espoir d'accéder à un logement décent et autonome ? Pourquoi les plus démunis d'entre eux sont-ils relégués dans des quartiers stigmatisés ? Faut-il pour venir à bout de cette crise demander toujours plus d'argent à l'état dont les caisses sont vides et aux collectivités locales de plus en plus sollicitées ?

Ces centaines de milliers de logements que représentent les chantiers ouverts depuis des années devraient, suivant toute logique, diminuer le mal logement mais il n'en est rien. Le marché s'est dérégulé au point d'être enfermé sur lui-même. La crise financière actuelle a entraîné ici et là des baisses de prix qui sont dérisoires pour se rappeler qu'en sept ans la hausse a été de près de 150%. Quels salaires ont suivi cette progression ?

Deux raisons principales sont à l'origine de la situation actuelle. La première est l'héritage des années 60 et 70 dans la politique du logement. Pour faire face à la grave pénurie de logements de l'après guerre, on a construit en hâte des grands ensembles dans les banlieues des grandes villes. Certes c'était un progrès remarquable par rapport aux bidonvilles et aux multiples logements insalubres. Ensuite, la classe moyenne a rapidement quitté ces grands ensembles dès l'augmentation de son pouvoir d'achat et les plus pauvres sont restés entre eux dans ces ensembles qui se sont progressivement dégradés. La seconde

raison a été un manque d'anticipation de l'évolution démographique et des comportements familiaux et sociaux à partir des années 80. Trois facteurs expliquent ces lacunes dans les prévisions des années 90 qui, rappelons le, annonçaient une baisse des besoins en logement dans les années 2000.

Il y a d'abord le vieillissement de la population. Les personnes âgées continuent de plus en plus tard à habiter leur maison ou leur appartement. Pour les populations les plus précarisées, la moyenne d'âge d'entrée des personnes dans les EPAHD est de 89 ans. Les femmes, surtout les veuves, recherchent des logements adaptés à leurs revenus réduits après la mort de leur mari.

Il y a ensuite la poursuite de la diminution de la taille moyenne des ménages : pour les générations plus jeunes, la multiplication des séparations et des divorces a accru la demande de logements et surtout de logements bon marché pour les mères avec enfants.

Il y a enfin une sous estimation des flux migratoires, qu'ils soient légaux ou clandestins.

Il est impératif de rappeler au moment où les pouvoirs publics prônent l'accès à la propriété que les plus démunis ne pourront jamais s'offrir le luxe de devenir propriétaires. Il convient donc de leur offrir des logements en location compatibles avec leurs revenus dans des quartiers et un environnement où ils se sentent en sécurité.

Cela fait partie du combat d'Habitat et Humanisme, mouvement de résistance hors des mouvements d'église, dont l'action est organisée autour de trois grands axes :

- La production et la mise à disposition de logements d'insertion par l'acquisition et la rénovation de logements ou d'immeubles par l'intermédiaire d'une foncière d'habitat et humanisme mais aussi par la prise en gestion de logements privés et publics.
- L'accompagnement social de proximité qui est au cœur de l'action du mouvement. Effectué par des bénévoles, il est complémentaire de celui effectué par les travailleurs sociaux et il permet aux personnes logées de tisser des liens dans leur nouvel environnement et de transformer leur logement en lieux de vie, de rencontres et d'échanges qui favorisent durablement l'insertion sociale. Il établit avec les personnes accompagnées des relations d'écoute, de respect et de confiance réciproque. Il renforce l'estime de soi.
- Le développement de produits d'investissements et d'épargne solidaire pour financer nos actions : une démarche innovante à travers des placements financiers de partage mais qui n'excluent pas pour autant dons et legs.

Pour mener à bien cette action sur le plan national 1 850 bénévoles, 150 salariés, près de 4 500 logements dont 1 800

détenus par la foncière d'Habitat et Humanisme. Plus de 15 000 adhérents, donateurs et souscripteurs. Un chiffre, certes modeste, mais révélateur de toute cette énergie déployée : Plus de 10 000 familles logées depuis la création d'Habitat et Humanisme.

A Habitat et Humanisme, nous n'avons pas la prétention de devenir un opérateur du logement social de premier rang ; nous nous considérons davantage comme un laboratoire soucieux d'apporter des réponses novatrices aux questions du logement des plus fragilisés de notre société. Un laboratoire pour une ville plus juste, plus humaine, pour que l'urbain ne soit pas en rupture avec l'humain, que le social ne reste étranger à l'économique et réciproquement. Cette « crise du logement » qui à l'approche de l'hiver alimente les médias en cache une autre, beaucoup plus profonde, celle du vivre ensemble. La permanence, voire l'aggravation actuelle, des difficultés des précaires à accéder à un logement de qualité dans un quartier équilibré, n'est que l'un des aspects de cette crise du « vivre ensemble » qui nous ronge. Outre les pistes classiques qui nous sont suggérées : augmentation de l'offre locative, aides à la pierre et à la personne plus ciblées... la clé d'accès des plus fragiles à un habitat décent dépend fortement de l'évolution de nos regards et de nos comportements.

Les sociologues nous apprennent que deux mouvements de fond sont à l'œuvre simultanément dans notre société :

- D'un côté une tendance lourde à l'individualisme des comportements, le tout dans une société de communication exacerbée où la circulation de l'information anonyme se substitue aux relations interpersonnelles, où les solidarités naturelles fondées sur la famille ou le voisinage disparaissent. Il n'y a plus d'intégration naturelle possible dans une telle société ; il n'y a que l'ajout d'un individu à la multitude d'individus qui sont dans la même ville. Ainsi, à Paris, plus de la

moitié des logements ne sont occupés que par une seule personne... Que de situations de solitude en puissance, que de réflexes de repli sur soi, qui expliquent aujourd'hui pourquoi le troisième pilier de la République, celui de la fraternité, est en voie de disparition. Certes, cette solidarité se développe encore, mais plutôt à l'échelle planétaire, au moment des grandes catastrophes dans le monde. Mais c'est la fraternité de voisinage qui aujourd'hui fait cruellement défaut

- De l'autre côté, une autre tendance lourde, plus cachée, est à l'œuvre dans notre société : c'est, selon les termes d'Eric Maurin, une « ghettoïsation par le haut » ou l'apparition de la société de l'entre-soi. Si la ville mixte n'existe plus, c'est moins le fait des classes populaires qui se regroupent dans des « quartiers de pauvres », que l'œuvre des élites qui mobilisent toutes leurs ressources pour se mettre à l'écart. Si les « gated communities » sont encore peu répandues en France, la répartition spatiale des élites, mais aussi celle des classes moyennes qui aspirent à s'y identifier, tend à se durcir. L'explosion des valeurs immobilières déjà évoquée, étant à la fois la cause et la conséquence de cette évolution en profondeur de nos métropoles.

Dans ce contexte, on voit poindre une deuxième difficulté majeure à l'accès au logement des plus fragiles dans un quartier équilibré, c'est le rejet de la différence, qui pourra prendre de multiples formes plus ou moins souterraines : comités de défense du quartier contre un projet de construction de logements sociaux, pression des copropriétaires auprès de l'un d'entre eux, ouvert à la mise en location de son appartement auprès d'une association, plafonnement des taux de subvention de la charge foncière du logement social pour éviter des localisations dans des quartiers... trop bien, etc.

Une troisième difficulté provient de la précarisation croissante d'une frange de la population. Avant même le début de

élan

Idée cadeau
Faites découvrir élan
à d'autres personnes...

élan - abonnement
17, place St Etienne - F-67081 Strasbourg Cedex

OUI, je m'abonne à ELAN
et verse 29 €

Je souscris
un abonnement de soutien
et verse 38 €

Mode de paiement :

Nom

Prénom

Association, mouvement, école...

Adresse

Code Postal

Ville

Pays

Signature